

Le nouveau président burundais face à plusieurs défis de portée nationale et internationale

PANA, 19 juin 2020 Bujumbura, Burundi - Le nouveau chef de l'Etat burundais, Evariste Ndayishimiye, s'est engagé, jeudi, dans un discours d'investiture de plus d'une heure, à relever plusieurs défis de portée nationale et internationale "avec l'aide de Dieu". Au niveau interne, le futur exécutif de femmes et hommes "intègres" donnera la priorité à la lutte implacable contre les pratiques de corruption pour faire avancer le pays sur la voie du développement durable.

Les partis politiques et les organisations de la société civile auront voix au chapitre pour le renouveau du Burundi, a déclaré le nouveau président, tout en se réclamant de l'héritage de son prédécesseur, Pierre Nkurunziza, démissionnaire de manière inopinée il y a deux semaines. Dès lors, le nouvel homme fort du Burundi a dit avoir pris bonne note de certaines idées des partis politiques en campagne électorale. De telles idées "constructives" seront intégrées dans son programme de gouvernement. Sur le plan humanitaire, le président burundais s'est surtout préoccupé du sort des milliers de réfugiés dont il a tendu la main pour rentrer à la faveur de la nouvelle donne politique nationale. Au niveau social, le président a particulièrement concerné les retraités qui auront droit à des soins de santé gratuits et au reversement du salaire intégral qui leur revenait avant de quitter la Fonction publique. Dans le domaine de la santé, le nouveau président attendait surtout sur la pandémie de Coronavirus (COVID-19) qui prend des proportions de plus en plus inquiétantes au Burundi. Le discours officiel continue de minimiser l'ampleur de la pandémie, dans un pays protégé par la "grâce divine", a-t-il répondu. Les données officielles font état de 104 cas déclarés pour un décès depuis la première apparition de la pandémie, en fin mars dernier au Burundi. Le 15 mai, le gouvernement burundais a expulsé quatre experts de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui collaboraient à la prévention et la lutte contre la pandémie de Covid-19. Diverses sources avaient accusé les autorités burundaises d'intolérance envers ceux qui s'opposent à la version officielle sur la pandémie. Dans le même domaine sanitaire, le nouveau président s'est engagé en faveur de la construction de moins un hôpital par chacune des communes du pays au cours de son mandat. Dans le domaine de l'énergie, il est question de construire au moins sept barrages hydroélectriques pour faciliter le développement du pays. S'adressant aux investisseurs étrangers, le nouvel homme fort du Burundi a fait miroiter des ressources naturelles abondantes et un environnement des affaires favorables. Au niveau régional, le Président Ndayishimiye s'est félicité de la création de la Zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf) qui sera profitable à son pays. Sur le plan diplomatique, le nouveau chef de l'Etat burundais a invité d'abord les pays voisins à être « effectivement de bons voisins », allusion à la peine voilée au Rwanda pour ses ingérences supposées dans la crise politique au Burundi. Plus loin, le président burundais a minimisé les sanctions de l'Union européenne (UE) et principal partenaire historique, suite à la crise politique et des droits humains de 2015. « Ceux-ci nous ont plutôt ouvert les yeux », a-t-il soutenu, en illustrant son propos, notamment par le fait que le Burundi a pu organiser des élections, sans recourir aux aides extérieures. Le nouveau président burundais a avisé que « les relations que nous voulons ne doivent pas être basées sur le chantage », tout en laissant les portes entrouvertes à la reprise de la coopération internationale. Une rupture avec son prédécesseur est néanmoins jugée salutaire pour sortir le pays de l'isolement sur la scène internationale dont les effets se sont avérés dévastateurs sur la vie des Burundais. Le nouveau président burundais a investi avant l'inhumation de son prédécesseur, Pierre Nkurunziza, officiellement décédé des suites d'un arrêt cardiaque, il y a deux semaines. Des délégations de second rang sont venues spécialement de la Tanzanie, de l'Egypte, de la République démocratique du Congo (RDC), du Gabon et du Kenya pour assister aux cérémonies d'investiture. Beaucoup plus d'invitations avaient été lancées à l'extérieur du pays et non pas toutes reçues de réponse par crainte des menaces de la pandémie de COVID-19, dit-on de sources protocolaires à Bujumbura.